

COMMUNIQUE DE PRESSE

11 juillet 2012

Les socialistes veulent-ils sacrifier le TGV breton ?

« Jérôme CAHUZAC, ministre délégué au Budget, veut-t-il sacrifier les lignes à grande vitesse et notre TVG sur l'autel de l'économie financière ? Ses récentes déclarations nous le font craindre », s'interroge Bernadette MALGORN, présidente du groupe des élus de la droite et du centre au Conseil régional de Bretagne.

« Lors de la session de juin 2012, Jean-Yves Le Drian, encore président de l'assemblée, mais déjà membre du gouvernement, a présenté une étude distillant insidieusement l'idée que dépenser de deux à cinq milliards d'euros pour mettre Brest et Quimper à trois heures effectives de Paris n'était pas financièrement rentable. Aujourd'hui, c'est le ministre du Budget qui annonce des coupes dans ces investissements d'avenir pour le désenclavement des territoires, l'économie et l'emploi. Cet enchaînement de déclarations est plus que troublant », s'inquiète Bernadette MALGORN.

« Certes, un grand projet d'infrastructure comme une Ligne à grande vitesse doit avoir une rentabilité socio-économique. Mais calculer cette rentabilité en rapportant l'investissement aux seules minutes gagnées, pour un seul train sur un seul itinéraire, est un piège dans lequel les socialistes essaient de nous faire tomber. Entre l'économie financière et l'économie réelle nous avons choisi. La question qui se pose est : en quoi une ligne à grande vitesse va-t-elle rapporter en termes de développement économique et d'attractivité pour les territoires concernés, permettre d'accroître la compétitivité des entreprises, créer de la richesse et des emplois », insiste Bernadette MALGORN.

« Il est singulier, pour ne pas dire contradictoire, que d'un côté le Président de la République plaide pour une politique de relance et de croissance au niveau européen alors qu'en France, son gouvernement s'apprête à sacrifier des investissements qui peuvent apporter de la croissance et des emplois dans nos régions » s'étonne la leader de l'opposition régionale.

« En Bretagne, nous avons dénoncé les renoncements successifs sur la LGV de Jean-Yves Le Drian, ex-Président, mais toujours conseiller régional et président de l'agence économique de Bretagne. Les élus régionaux de la droite et du centre mobiliseront toute leur énergie avec les élus locaux, les acteurs socio-économiques et les Bretonnes et les Bretons pour la mise de Brest et Quimper à trois heures effectives de Paris. Cet investissement est vital pour l'économie bretonne dont des piliers comme l'agroalimentaire, l'automobile et le bâtiment sont aujourd'hui confrontés à la crise », conclut Bernadette MALGORN.

Contact : Christian Avril 06.87.01.47.14

